
Idées - COMMENTAIRE

Les habits neufs de l'identité libanaise

Par Joseph Maïla, le 1 novembre 2025 à 00h00



Deux participantes à une chaîne humaine de 170 km le long de la côte libanaise, le 27 octobre 2019. Patrick Baz/Archives AFP



Questionné par les siens autant que par ceux qu'intriguent la complexité existentielle et le destin chahuté d'un petit pays, le Liban n'a pas fini de définir son rapport à lui-même et aux autres. Pourtant, aussi particulier soit-il, le Liban n'est pas unique en son genre. Il appartient, en effet, à ces pays, nombreux, surgis de la décomposition des empires et des partages des zones d'influence entre puissances coloniales qui se disputaient le monde il y a encore un siècle. Les débats portant sur la fondation et la légitimité de ces nouveaux États, le bien-fondé de leurs frontières, la nature et la composition de leur population et la stabilité de leur insertion régionale continuent à agiter leur vie nationale au point d'y dénoncer une artificialité de création.

Toutefois, contrairement à une historiographie primaire, le Liban n'est pas né de rien. Il est le fruit d'un projet ecclésial chrétien à finalité étatique, celui de l'Église maronite, adossé à l'expérience historique de la turbulente coexistence druzo-chrétienne de la Montagne qui, institutionnalisée dans la seconde moitié du XIXe siècle, a épousé in fine les contours géographiques du littoral et de la plaine après la décomposition de l'Empire ottoman. Prises une à une, chacune de ces étapes constitue une trajectoire à part. Conjuguées et s'articulant l'une à l'autre, elles ont contribué à la formation d'un État national viable au plan économique, avec les histoires imbriquées de ses populations et leurs mémoires électives. Le résultat final lui-même doit son aboutissement à une décision externe, celle de la France d'alors. Un autre destin aurait certes pu être envisagé comme celui d'une principauté méditerranéenne, un « Petit Liban » en somme. Le projet de Fayçal d'Arabie, lui, envisageait, un grand royaume arabe, joignant les villes de la côte méditerranéenne et de l'intérieur syrien, l'hinterland rural et de larges pans du désert d'Arabie. Les deux projets auraient-ils pu subsister sans subir eux aussi les contradictions de leur environnement et les inégalités de développement des territoires et des mentalités qu'ils portaient ? Et que penser d'une Grande Syrie ?

Deux négations peuvent faire un État

Réécrire l'histoire, en réalité, n'a pas beaucoup de sens. La rappeler comme trajectoire de formation d'une nation est en revanche indispensable. À l'âge turbulent des illusions rétrospectives et des commencements réinventés, le délire des origines s'invite à la table des peuples éplorés. Tout serait à refaire : des Phénicies primitives à la grande nation, arabe ou musulmane c'est selon, effondrée. Au moment où est soulevé un autre

projet de restitution d'un passé revisité, celui dit du « Grand Israël », force est cependant de constater que les compositions territoriales réelles et leurs recompositions supputées sont fonction de la fluctuation d'identités en expansion ou en mal de localisation. En réalité, les discours agitant sans cesse le fantasme de Sykes-Picot pour justifier des révisionnismes frontaliers pointent d'abord l'échec des États proche-orientaux à intégrer harmonieusement des populations ballottées entre allégeances confessionnelles ou ethniques et attentes espérées d'appuis étrangers.

Quoi qu'il en soit, dès sa constitution, l'État libanais pour ses partisans comme pour ses détracteurs est atteint du syndrome des origines bifides ou scindées. Pour les premiers, l'histoire a fait justice au Liban éternel enfin retrouvé. Pour les seconds, l'histoire du Liban est l'œuvre d'un séparatisme désormais consommé. L'histoire du Liban mandataire, et au-delà, peut parfois se résumer à ces tentatives de concilier les parties d'un couple divorcé. À défaut de les réconcilier, pensait-on. Deux négations ne font pas (et ne feront jamais ici ou ailleurs) une nation, pour reprendre la prédiction de Georges Naccache. Mais elles peuvent faire un État. À l'évidence, celui du Liban qui, tel un attelage tiré à hue et à dia par des politiques dont l'art du compromis restait de façon rentrée nostalgie, au risque de déchirements violents, d'un paradis perdu. Et à refaire. De querelles identitaires en oppositions idéologiques, de nassérisme triomphant en conservatisme monarchique, de surenchères palestiniennes en défense de la citadelle menacée, d'alignement sur les exaltations iraniennes en fascination pour la barbarie islamiste, le Liban a perdu son âme commune. Celle que chacun comptait préserver en combattant pour des valeurs fondatrices de chacune des particularités communautaires. Que de vies perdues et de temps gâché à la poursuite de l'impossible synthèse identitaire qui ferait comme par magie du culte des origines séparées une culture des racines partagées. Toute l'histoire de la guerre du Liban tient dans ce drame de l'imposition d'une histoire propre érigée en histoire commune. Que l'on relise à cet égard les conférences du Cénacle libanais, fondé par Michel Asmar, pour voir les contrastes et les interrogations derrière les certitudes proclamées des professions de foi politiques. Cette ambiguïté de positionnement résulte des convictions différenciées concernant la nature du pays, sa composition communautaire, ses projections citoyennes jamais atteintes, sa vocation arabe et ses implications en termes d'engagements et d'orientations de politique étrangère.

Les débats sur l'identité se sont poursuivis au-delà de l'accord de Taëf. Paradoxalement, ajoutera-t-on. Car cet accord « réglant » la querelle identitaire restée béante – puisque le Liban était désormais et une fois pour toutes « arabe » et « patrie définitive pour tous ses fils » – n'a pas mis fin aux aventures identitaires. De la même manière que l'arabité a pu justifier pour une large partie libanaise, musulmane comme

chrétienne ou laïque, un alignement sur les positions palestiniennes dans les années soixante-dix du siècle dernier, le Hezbollah a déduit, pour lui et pour le pays, une obligation de « résistance islamique » qui l'a amené à intervenir au nom de l'oumma en Syrie comme en Irak, ainsi qu'au Liban en appui militaire à Gaza. Cette solidarité communautaire est la plaie des identités ouvertes, transfrontalières, régionales et planétaires. En monde arabe, l'agrégation politique qu'elle commande est venue revivifier l'ancienne alliance tiers-mondiste et anti-impérialiste, à présent mâtinée d'islam et anti-occidentale sans nuance. Toutefois, l'influence déclinante de l'Iran et les revers subis par le parti chiite libanais pro-iranien ajoutés au triomphe du réalisme diplomatique après la guerre de Gaza vont sans doute affaiblir les radicalismes idéologiques. On le voit déjà : les irrédentismes druze ou alaouite, les demandes de protection en provenance des minorités, les arrangements territoriaux poursuivis par Israël au nom de sa sécurité et d'une vision toujours plus expansive du sionisme ont pris le dessus sur les doctrines et narratifs politiques post-indépendantistes. L'arabisme ancienne manière, le nasséro-baassisme qui fut sa version modernisée, le pansyrianisme, le social-progressisme ou le marxisme à l'oriental seront rejoints, tôt ou tard, par l'islamisme paniranien des guides suprêmes dans ce grand musée régional des idéologies mortes qu'est le pays du Cèdre.

Culture politique de la dissociation

Au Liban, précisément, le débat sur l'identité prend à présent une autre tournure, plus inquiétante quant à ses conséquences. Bloqué par la mainmise du Hezbollah sur les rouages du pouvoir et ses centres de décision pendant les années déraisonnables du mandat du président Michel Aoun, le Liban a fini par générer une culture politique de la dissociation entre des décideurs au faîte de leur pouvoir et un peuple solitaire laissé pour compte des crises sociales, financières et de l'explosion du 4-Août. De surcroît, on a infligé au peuple libanais sans lui demander son avis une guerre aux conséquences humaines et économiques calamiteuses. Venant à la suite de l'application autoritaire et arbitraire de l'accord de Taëf, le Liban a fini par se lasser de lui-même. Désormais, une musique lancinante, qui veut que les Libanais ne se reconnaissent plus et ne se ressemblent plus, se fait entendre. Et se font jour des discours de distinction communautaires qui prônent des reconfigurations territoriales pour accréditer une géographie revisitée du « ne plus vivre ensemble ».

L'identité, dispute idéologique, est devenue l'enjeu d'un débat fonctionnel où des projets de redécoupage territorial peuvent insinuer comme un glissement vers des non-dits de durcissement communautaire. En revanche, si l'objectif de ces propositions est

effectivement d'aller vers davantage de décentralisation et non d'acter des séparations définitives, sous quelque forme que ce soit, alors il faut s'atteler à la réforme prévue par la Constitution. Après tout, si mal construit juridiquement qu'il est, l'accord de Taëf pourrait ouvrir des voies que ses auteurs eux-mêmes ne soupçonnaient pas. En effet, à bien y réfléchir, avec une présidence de la République ramenée à une magistrature politique, un gouvernement qui vote et la mise en place de la décentralisation, le Liban pourrait s'orienter à terme vers un régime de moindre centralisation, de fédéralisme gouvernemental de concertation et d'autonomie régionale. Les théoriciens des systèmes de concordance savent que les sociétés de pluralisme culturel ou ethnique sont sociologiquement fédérales. Pour autant, ils savent également que les États qui les régissent peuvent être fortement centralisés ; comme au Liban jusque-là. En choisissant une voie médiane entre jacobinisme et fédéralisme, le Liban ne perdrait pas son unité et initierait une voie de responsabilité pour ses citoyens au plus proche de leurs préoccupations. Ce serait là une nouvelle manière, plus apaisée, d'approcher l'identité du pays : un vivre-ensemble national renouvelé et un enracinement local conforté. Cela n'éteindra pas la question identitaire au Liban. À tout le moins, un climat plus serein sera instauré pour se préoccuper de questions substantielles comme sortir d'un communautarisme généralisé, conforter les droits citoyens et raffermir l'État et la démocratie au détriment des féodalités politiques et des cartels de la corruption. Il est sans doute vain de vouloir définir l'identité libanaise en évoquant des critères convenus et d'application incertaine de construction progressive d'un territoire national, d'émergence d'un centre politique unificateur ou en invoquant un roman national dans lequel tous se reconnaissent. Le Liban reste un pays de particularités assumées et de discontinuités revendiquées. En dépit des chutes et des tragédies qu'il a connues, subsiste toutefois le sentiment, mû comme par une âme collective inlassable, que sa vocation tient aux ententes qui nourrissent les espoirs de réconciliation des nations éprouvées. Le Liban est une idée qui vit de tempérance et de liberté. Les extrêmes n'y ont leur place que pour son plus grand malheur. Et l'asservissement est le destin de ses alignements choisis ou contraints. En réalité, la sagesse qui pourrait le guider un jour devra moins aux formules qui le définissent qu'au refus de continuer à pleurer ses enfants sacrifiés et les générations de ses filles et de ses fils exilés.

Professeur de relations internationales à l'Essec (Paris), ancien recteur de l'Université catholique de Paris et ancien vice-doyen de la faculté des lettres et des sciences humaines de l'USJ.